

AVANT-PROPOS

Voici le premier rapport émanant de la Commission d'examen de la rémunération des juges, mise sur pied suite aux modifications à la *Loi sur les juges*, afin d'examiner si les traitements et autres avantages des juges de nomination fédérale sont satisfaisants. Ce nouvel examen quadriennal est en partie dû à la décision de la Cour suprême du Canada en 1997 dans son *Renvoi relatif à la rémunération des juges*, qui faisait appel à des commissions indépendantes sur la rémunération. La mise sur pied de cette Commission confirme également que l'on reconnaît la nécessité de revoir l'ancienne façon de déterminer les traitements et les avantages des juges, un processus que plusieurs commissions triennales ont trouvé considérablement insuffisant. Nous avons entrepris notre démarche en sachant que toutes les parties en cause avaient espoir de voir ce nouveau processus mener à des résultats concrets.

Notre rapport est ouvert sur l'avenir. Les circonstances passées ont fait parti nos travaux; cependant, elles n'ont pas été des facteurs déterminants dans la formulation de nos recommandations. Les conclusions et les recommandations comprises dans ce rapport sont le résultat de la prise en considération de nombreuses enjeux pertinents par les commissaires, qui ont eu à évaluer des intérêts parfois divergents et à faire les choix qui nous semblent appropriés non seulement aujourd'hui, mais pour le reste de notre mandat.

Si elles sont appliquées de façon intégrale et dans les meilleurs délais, nous croyons que nos recommandations aideront à assurer le maintien de l'indépendance des juges et de la capacité de recruter les meilleurs candidats pour la magistrature.

Remerciements

La Commission souhaite remercier Guy Goulard, Commissaire à la magistrature fédérale, ainsi que les membres de son organisme, particulièrement Marie Burgher, Jacqueline Desjardins, Wayne Osborne, Dave Poulin et Richard Saunders, pour leur soutien au cours des neuf derniers mois durant les travaux de la Commission. La Commission étant aujourd'hui établie de façon permanente, le Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale a facilité l'aménagement de nos locaux et nous a prêté main forte pour ce qui est des questions d'ordre administratif depuis sa création. Nous souhaitons remercier le personnel de la Technologie de l'information du Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale pour son aide technique dans le maintien de nos liens informatiques. Également, nous remercions Daniel Poulin et les autres membres de LexUM à Montréal pour la création et le maintien de notre site Web.

Nous sommes aussi reconnaissants envers le Bureau de l'actuaire en chef, plus particulièrement Lou Cornelis et envers Raymond Gaudet et André Sauvé de Morneau Sobeco, pour leur aide fort appréciée dans les questions reliées à l'actuariat, à la rémunération et au calcul des prestations. La Commission a également bénéficié des connaissances spécialisées en matière constitutionnelle du professeur Patrick Monahan, de la Osgoode Hall Law School, qui nous a fourni une aide précieuse dans l'évaluation des répercussions que pourrait avoir la *Charte des droits et libertés* sur quelques-unes des questions soulevées lors des travaux.

La Commission a eu beaucoup de chance d'avoir comme directrice administrative Deborah Lapierre, qui a été affectée à la Commission par Ressources naturelles Canada. Son expérience antérieure dans le cadre d'autres commissions et enquêtes, jumelée à son dévouement profond envers l'organisation et la coordination de la recherche et des travaux de la Commission, ont fait en sorte que ce rapport a pu être livré dans les délais prescrits par la loi. Mme Lapierre était secondée par Paula Carty, qui détient une maîtrise de l'Université Carleton et sur qui nous comptons pour ses compétences en recherche, en traitement de texte et en édition lors de la rédaction de ce rapport. Nous leur en sommes très reconnaissants.

Richard Drouin, O.C., c.r., président

Eleanore Cronk, commissaire

Fred Gorbet, commissaire